

Les regards portés sur les paysages de l'arboriculture fruitière parisienne aux 17e-18e siècles

Florent Quellier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1354>

DOI : 10.4000/abpo.1354

ISBN : 978-2-7535-1492-8

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2003

Pagination : 185-195

ISBN : 978-2-86847-933-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Florent Quellier, « Les regards portés sur les paysages de l'arboriculture fruitière parisienne aux 17e-18e siècles », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 110-4 | 2003, mis en ligne le 20 décembre 2005, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1354> ; DOI : 10.4000/abpo.1354

Les regards portés sur les paysages de l'arboriculture fruitière parisienne aux 17^e-18^e siècles

Florent QUELLIER

Maître de conférences d'Histoire moderne
CRHISCO, Université Rennes 2 Haute-Bretagne

Si les géographes et les historiens ont pris l'habitude de reconstituer des paysages et de travailler sur l'évolution de ces derniers¹, ils posent rarement la question des regards contemporains portés sur un paysage « résultat du labeur humain, *mais aussi objet d'observation*² ». Et lorsque celle-ci est posée, il s'agit surtout du regard des élites, d'un regard philosophico-esthétique, hygiéniste et surtout physiocratique³. Plus rarement cette question est posée pour l'ensemble de la communauté rurale ; or les paysages arborés d'Île-de-France des 17^e-18^e siècles, du fait des spécificités socio-culturelles de l'arbre fruitier⁴, se prêtent particulièrement à ce questionnement. Toutefois deux difficultés liminaires doivent être soulevées. Tout d'abord l'existence d'un préjugé culturel : la paysannerie regarde-t-elle un paysage ? Ensuite, cette question est-elle pertinente en l'absence de sources présentant explicitement un discours, si ce n'est de paysans au moins de ruraux, sur un paysage ? Cependant, il est envisageable de reprendre les sources utilisées pour retrouver un paysage – cartes et plans d'Ancien Régime, rapports d'expertise, baux... – et de leur poser la question du regard. Un constat paysager s'impose alors, l'arbre cultivé structure fortement l'espace ; il lui donne aussi un sens social en inscrivant un ordre voulu, réel ou espéré, dans le paysage. Dès lors, l'arbre fruitier cultivé devient, aux yeux de tous, un enjeu dans les affaires de justice.

1. PITTE, Jean-Robert, *Histoire du paysage français*, Paris, Tallandier, 1983 ; QUILLIET, Bernard, *Le Paysage retrouvé*, Paris, Fayard, 1991 ; ANTOINE, Annie, *Le Paysage de l'histoire. Archéologie des bocages de l'Ouest de la France à l'époque moderne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002.

2. Définition du paysage proposée par PITTE, Jean-Robert, *op. cit.*, 1983, rééd. 1989, t. 1, p. 18.

3. Voir par exemple ROBIC, Marie-Claire, *Du Milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*, Paris, Economica, 1992.

4. QUELLIER, Florent, *Des Fruits et des hommes. L'arboriculture fruitière en Île-de-France (vers 1600-vers 1800)*, Rennes, PUR, 2003.

L'arbre fruitier structure le paysage

La carte d'Ancien Régime, en l'absence d'une légende, doit donner à voir immédiatement un paysage par « des signes qui parlent aux yeux, et qui s'expliquent d'eux même sans nul discours⁵ » ; le choix des figurés est donc particulièrement porteur de sens pour étudier les regards contemporains. Or notre regard, guidé par celui du cartographe, reconnaît tout de suite les arbres dessinés en élévation, avec une échelle qui leur est propre, le tronc bien droit tracé à l'encre de chine, la feuillée peinte en vert, et leur ombre portée à droite, la lumière venant de gauche. Ce figuré sanctionne le rôle structurant d'une culture permanente, fortement visible même en hiver, bénéficiant d'une longévité pluriséculaire et d'un fort développement ligneux. Dans les paysages ruraux parisiens, le pinceau du cartographe les aligne strictement le long des voiries seigneuriales et des routes royales, les dispose en ceinture autour de prés de fauche et de terres labourables, en bordure d'une pièce de vigne et en rangée dans des emblavures, les dissémine à travers vignes et champs et en remplit les jardins paysans et bourgeois..., autant de localisations confirmées par les baux et les contrats de vente.

Il n'est pas rare qu'un noyer ou un poirier de haute-tige s'offre comme borne entre deux héritages ou pied cormier dans une haie vive. Ces points de repère sont parfois pérennisés dans l'appellation des lieux-dits : lieu-dit du Poirier rouge et du Poirier de Belle Ozanne à Maffliers⁶ ; il est vrai qu'un poirier commun de plein vent peut atteindre quinze mètres de hauteur et vivre trois siècles, et la longévité d'un noyer dépasse très facilement le siècle, pouvant même parfois atteindre 400 à 500 ans. L'étude des noms des cantons inscrits dans les procès-verbaux d'arpentage du cadastre Bertier de Sauvigny⁷ confirme le rôle de borne que pouvaient jouer les noyers (20), les poiriers (10) et anciennement les cornouillers (5). De même l'utilisation des termes clos (23), haies (14) et jardins (13) dans l'appellation de ces cantons, renvoie aussi à une réalité paysagère suffisamment forte et visible pour caractériser une appartenance.

Fortement enraciné dans le paysage et structurant un espace, l'arbre « naturellement » en élévation fait de la résistance dans les cartes levées en plan. Dans l'histoire de la cartographie, le 18^e siècle représente une époque charnière entre deux regards : un regard horizontal qui triomphera dans les cartes d'état major du 19^e siècle, et un autre vertical qui dessine une vue. Aux 17^e et 18^e siècles, ces deux regards coexistent sur les cartes, mais le second tend progressivement à s'effacer pour se fondre dans le plan à l'exception des arbres qui, même si le choix d'un figuré unique pour toutes les espèces témoigne d'une progression vers l'abstraction, conti-

5. DUPAIN de MONTESSON, *La Science de l'arpenteur*, 1776, 4^e éd. 1813, p. 114.

6. Maffliers, Val-d'Oise, arr. Montmorency, cant. Viarmes.

7. Étude réalisée à partir de 73 procès-verbaux de finage de l'actuel Val-d'Oise. Le chiffre entre parenthèses indique le nombre de finages où il y a au moins un canton qui fait référence à un arbre fruitier ou un lieu lié à l'arboriculture.

nient à se dresser fièrement comme autant de sentinelles garantes du paysage. Dans les plans d'intendance, dernière grande réalisation cartographique de l'Ancien Régime pour les campagnes parisiennes, alors que les bâtiments des villages et des maisons des champs sont représentés en plan, les arbres le sont en élévation. Il faut attendre le cadastre par masse de culture du Consulat pour que l'arbre fruitier soit enfin représenté par un figuré abstrait et en plan⁸. Le dernier lien affectif et sensible avec le paysage face à la rationalisation progressive du plan semble bien résider dans l'arbre. C'est lui qui fait de la carte un paysage ; en reconnaissant le figuré réaliste de l'arbre, le regard transforme une carte qui aurait pu n'être qu'une abstraction en une réalité paysagère sensible. Si l'arbre permet cette médiation cela ne tient-il pas avant tout au rapport sensible que l'homme entretient avec lui ? Ce rapport sensible réside, notamment, dans l'ordre, réel ou espéré, que l'arbre fruitier cultivé inscrit dans le paysage.

L'arbre fruitier cultivé inscrit un ordonnancement du monde dans le paysage

Quotidiennement, à proximité du foyer, l'arbre fruitier participe d'une rationalité de l'abondance et de la profusion. En effet, en réponse à la peur ancestrale de la disette et de la cherté des denrées alimentaires, mais aussi en réponse à la fiscalité puisque le jardin de subsistances n'est pas soumis à la dîme, le jardin paysan procède d'une rationalité compensatrice de pays de Cocagne. Face à la pénurie toujours possible, le jardin doit être le lieu de la diversité, de la profusion salutaire, au même titre que les fêtes compensent l'angoisse et les soucis quotidiens⁹. L'arbre fruitier, omniprésent dans les jardins paysans, est particulièrement bien adapté à cette rationalité car son développement aérien permet l'utilisation du sol pour d'autres cultures, et il fournit lui-même plusieurs productions : fruits bien sûr, mais aussi greffons et porte-greffe, fatrouillettes¹⁰ et feuillée, laquelle, en période de disette fourragère, peut même servir de fourrage. De surcroît, l'arbre fruitier représente un élément incontournable du pays de Cocagne car le fruit appartient au règne du sucré, du dessert ; un aliment qui vient enrichir un régime alimentaire dominé par les céréales, mais surtout un aliment « festif » car superflu. L'arbre fruitier exporte cette rationalité hors du jardin dans un paysage qui, aux portes de Paris, s'apparente à la *coltura promiscua*¹¹. En effet, dans les campagnes parisiennes, l'arbre fruitier n'est jamais seul sur sa parcelle, mais accompagné de ceps de vigne, de céréales, de légumineuses, de foin, de luzerne ou de sainfoin ; d'ailleurs pour les

8. Le cadastre par masse de culture du Consulat utilise des étoiles vertes pour indiquer les vergers et les châtaigneraies comme par exemple dans le plan de Louveciennes levé en 1805, Arch. dép. de l'Oise, 3P2/26.

9. MUCHEMBLED, Robert, *Culture populaire et culture des élites dans la France moderne (15^e-18^e siècles)*, Paris, Flammarion, 1978, rééd. 1991, p. 64-79.

10. Fatrouillettes : petit bois provenant du nettoyage de l'arbre.

11. QUELLIER, Florent, *op. cit.*, p. 257-299.

contemporains ces paysages complantés sont qualifiés de « jardin » sanctionnant ainsi la diversité des productions, et les traités sur la culture des arbres fruitiers sont avant tout des traités de jardinage.

L'association entre arbre fruitier et abondance est telle que les baux et les rapports d'expertise évoquant l'arbre le définissent toujours par rapport à sa pleine vigueur productive. Pour noter la jeunesse d'un arbre, les experts le qualifient de « moderne », « jeune », « petit » ou « moyen ». Le vocabulaire n'est guère plus développé pour évoquer la maturité végétative de l'arbre : éventuellement les termes « fort », « gros » et « bons » voire « vertueux ». Au contraire, les formules concernant des arbres fruitiers qui produisent peu ou plus de fruits sont beaucoup plus variées : « mauvais », « méchants », « rabougri », « ancien », « vieux », « peu de valeur », « de nul rapport », « ne vaut aucune chose », « propre qu'à arracher ». Tout comme dans les baux, le regard technique de l'expert est surtout sensible aux récoltes à venir ; il s'intéresse donc à l'âge, à la vigueur et à la fructification de l'arbre. Baux et rapports d'expertise permettent de savoir ce que peut être un bel arbre pour la communauté d'habitants. « L'arbre en un mot hideux, vilain » à voir est un arbre tordu, recouvert de mousse et de parasites comme le buis et qui ne fructifie plus ou pas assez, c'est cet arbre qui « n'est propre qu'à arracher ». À l'inverse, le bel arbre est celui qui a un tronc bien droit et de belles branches charpentières, qui a été nettoyé de son bois mort et émoussé comme l'indiquent les clauses techniques des baux, et qui donne, ou va donner, une bonne récolte ; soit exactement le portrait de l'arbre peint sur les cartes avec son tronc tracé à l'encre noire et son feuillage vert recouvrant une harmonieuse charpente. En un mot répond à l'arbre hideux, l'arbre qui respire la « propreté », tout comme l'ordonnancement du potager, des bâtiments ou des arts de la table, c'est-à-dire la régularité, l'harmonie, la netteté et l'élégance. D'ailleurs, pour l'entretien des arbres fruitiers, c'est bien le verbe « nettoyer » qui est le plus souvent utilisé dans les baux.

L'abondance d'un paysage de jardin ainsi inscrite dans un finage est d'autant plus sensible pour la communauté d'habitants que l'arbre marque la propriété, l'appartenance. En réponse à l'expropriation paysanne, l'attitude des membres du village envers leurs arbres est symptomatique de ce sentiment de propriété. Les difficultés économiques, l'endettement, les arriérés de loyers et de rentes se soldent bien souvent par la vente de parcelles de terre. Après la vente d'une pièce de terre labourable, les moissons qui vont se succéder devant l'ancien propriétaire seront le fruit légitime du travail du paysan qui aura semé les céréales ; au contraire, les fruits donnés par une pièce plantée d'arbres fruitiers, vendue à cause de la conjoncture, resteront les produits des arbres que l'on aura plantés : la différence est de taille et est au cœur de nombreux conflits. Ainsi le 24 juillet 1697, un sergent de la prévôté de Sarcelles¹² porte plainte contre la veuve Louis Cossard et Nicolas Betmont, marchands à Saint-Brice¹³. Nommé

12. Sarcelles, Val-d'Oise, arr. Montmorency, chef-lieu de cant.

13. Saint-Brice-sous-Forêt, Val-d'Oise, arr. Montmorency, cant. Domont.

commissaire au régime et gouvernement de trois pièces d'héritages saisies à la requête de Pierre Gillet, procureur au Parlement, sur la veuve Louis Cossart, il est confronté à une dégradation intentionnelle des pièces de terre : on y a coupé les « gros et vertueux » pommiers et arraché presque tous les ceps de vigne¹⁴. Le 23 juin 1701, à la requête du prêtre de Groslay¹⁵ et d'un écuyer, tous deux créanciers de Jacques Quidet, on procède à la visite de la maison qu'ils viennent de faire saisir. Là encore des dégradations ont été commises : « dans la basse cour [...] il a esté coupé deux scepces de treille et un poirier » et au milieu de la cour un pommier de Rambour a été abattu¹⁶. Dans les deux cas, la destruction des arbres fruitiers, au-delà de la baisse de la valeur des biens saisis, traduit un refus de la dépossession en coupant ses arbres.

Plusieurs raisons font de l'arbre fruitier le héraut de la propriété individuelle. Cette culture permanente dépasse largement l'espérance de la vie humaine, on plante donc pour ses enfants et pour ses petits-enfants « comme un bon père de famille ». De surcroît, son fort développement ligneux l'inscrit visiblement dans un paysage pour des décennies et ce quelles que soient les saisons, l'arbre est donc tout indiqué pour jouer le rôle d'une borne, d'armature dans une haie ou de ceinture autour d'une pièce de terre et ainsi marquer une propriété. L'arbre fruitier peut d'autant plus affirmer la propriété qu'il échappe, à l'exception de l'échenillage, aux contraintes collectives. Et en plus, grâce à son association à d'autres cultures en plein champ, il n'est pas soumis à la dîme selon le principe que l'on ne dîme pas le haut et le bas. Enfin, l'arbre fruitier est intimement lié au jardin, or la parcelle portant l'habitation est bien souvent le dernier bien possédé par la paysannerie d'Île-de-France et circonscrit l'espace par excellence où l'individualisme agraire est possible ; vu quotidiennement, objet de soins attentifs, et étendard d'une rationalité de Cocagne, l'arbre fruitier enracine le sentiment de propriété.

Ainsi le regard porté sur l'arbre peut être affectif car il marque une possession voire une appartenances à une communauté. Localement il a pu jouer, pour une communauté d'habitants, le rôle d'un « lieu de mémoire ». Au début du 19^e siècle, une commission de la société d'horticulture du département de la Seine-et-Oise se rend dans la vallée de Montmorency afin d'y répertorier « les précieuses variétés de cerisiers [...] ces arbres séculaires [...] qui avaient leurs noms [...], qui servaient de point de rendez-vous, et de limites aux habitants¹⁷ ». Ce rapport souligne le lien affectif et identitaire que pouvait revêtir, aux yeux d'une communauté, un arbre. Cent cinquante ans plus tôt, la deuxième « conférence de deux paysans de Saint-Ouen et de Montmorency sur les affaires du temps », témoin de ce

14. Arch. dép. du Val d'Oise, B95/1191, plainte du 24 juillet 1697.

15. Groslay, Val-d'Oise, arr. et cant. Montmorency.

16. Arch. dép. du Val d'Oise, B95/1197, plainte du 23 juin 1701.

17. CAUBERT, Silvain, « Rapport sur les cultures de Cerisiers de la vallée de Montmorency », *Mémoires de la société d'horticulture de Seine-et-Oise*, t. 5, 1846, p. 137-138.

rôle identitaire joué par l'arbre au sein d'une communauté : Janin revient de Paris après huit jours d'absence et « dans un moment tout le village s'assemble sous l'orme¹⁸ ». Ce rôle identitaire se retrouve aussi dans le Sud-Ouest de la France : en 1695 les habitants de Saint-Étienne-d'Arribelabourd se réunissent pour nommer les jurats « sous le chêne qui est proche la petite porte du cimetière de l'église paroissiale¹⁹ ». Même si nous sommes très loin des enjeux politiques et nationaux de la Troisième République, il me semble que le concept de « lieu de mémoire », adapté à l'échelle d'une communauté d'habitants, s'applique parfaitement à la perception et à l'utilisation de l'arbre dans les villages de l'ancienne France. « Lieu de mémoire », l'arbre est *matériellement* présent par son tronc, ses branches et son feuillage ; *fonctionnellement*, il sert de borne dans un paysage ; *symboliquement*, il marque une appartenance à une communauté.

Si pour la paysannerie l'ordre affiché par l'arbre fruitier est avant tout celui de la possession, de l'appartenance, il en est de même pour les élites. Au cœur des finages circumparisiens, la noblesse et son imitation bourgeoise doivent manifester leur distinction sociale par l'entretien d'une maison des champs obligatoirement accompagnée d'un jardin potager-fruitier qui, accueillant les dernières variétés fruitières à la mode et des arbres fruitiers dûment dressés en espalier, donnera à voir une appartenance sociale réelle ou ambitionnée²⁰. Symboliquement, l'arboriculture fruitière, en tant que culture permanente pouvant revêtir un fort prestige social, inscrit dans le paysage un pouvoir et une réussite sociale. Quand le seigneur de Baillet-en-France²¹ fait proclamer que « les fruits qui sont à récolter cette présente année sur tous les arbres de *voiries, avenues et enceintes* des terres de la seigneurie²² » sont à vendre, le vocabulaire employé transforme les arbres fruitiers de simples végétaux plantés au bord d'un chemin ou autour d'une pièce de terre, en manifestation d'une souveraineté non seulement inscrite dans le paysage mais qui en plus le domine. L'alignement d'arbres formant les « avenues fruitières », seigneuriales ou royales, trace de belles perspectives et offre au regard une allure de régularité qui sont autant de manifestations d'un ordre social triomphateur. Prestigieuse affirmation d'une propriété et perspective d'un revenu supplémentaire se conjuguent pour généraliser ces plantations en Île-de-France. Cette structuration de l'espace rural renvoie à un triple investissement social, culturel et économique ; social car les voiries plantées traduisent une propriété au sens fort du

18. DELOFFRE, Frédéric (éd.), *Agréables conférences de deux paysans de Saint-Ouen et de Montmorency sur les affaires du temps (1649-1651)*, 1961.

19. ZINK, Anne, *Clochers et troupeaux. Les communautés rurales des Landes et du Sud-Ouest avant la Révolution*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1997, p. 234 ; POLGE, Henri, « L'orme du village », *Annales du Midi*, Toulouse, 1976, p. 75-91.

20. QUELLIER, Florent, « Le bourgeois arboriste (17^e-18^e siècles). Les élites urbaines et l'essor des cultures fruitières en Île-de-France », *Histoire Urbaine*, n° 6, décembre 2002, p. 23-42.

21. Baillet-en-France, Val-d'Oise, arr. Montmorency, cant. Viarmes.

22. Arch. dép. du Val d'Oise, B95/271, 16 juin 1743.

terme, une quasi-souveraineté, culturel car elles témoignent d'un ordonnancement du monde que ne manquent pas de souligner les cartes – miroirs du prince; économique enfin, car les arbres fruitiers des voiries, notamment les cerisiers, sont une source de revenu non négligeable à proximité du marché parisien. Dès lors, l'arbre fruitier peut être un enjeu dans les affaires de justice; si tel est le cas, les liasses de la série B apporteront la preuve que la paysannerie sait lire un paysage.

L'arbre fruitier, un enjeu dans les affaires de justice

Les clauses protégeant les arbres fruitiers de tailles trop importantes se comprennent en partie par la peur de vol de bois et de la perte de valeur économique de la pièce de terre, mais aussi afin d'éviter de porter atteinte aux intérêts symboliques du propriétaire : les experts ne regardent-ils pas si les arbres ont été « déshonorés²³ », mot à très forte connotation, à l'époque moderne, s'il en est ? Les 9 et 14 mai 1727, le procureur fiscal de Domont²⁴ porte plainte en son nom et celui de ses neveux contre Jean Berlay et son épouse qui « menacent actuellement de tuer les suppl[ian]ts » et de leur

« faire tous les tords imaginables sur ce qui luy appartient [...] lad. femme Berlay ne sortant jamais tant de nuit que de jour, qu'avec fusils ou pistolets chargés [et le] déclare publiquement [...] et mesme depuis lesd. menaces l'on a cassé dans deux jardins du supp[lian]t une grande quantité d'arbres fruitiers²⁵. »

Dans l'esprit du procureur, comme dans l'attitude des agresseurs, l'atteinte contre l'individu se projette dans la destruction volontaire des arbres fruitiers. Berlay et son épouse menacent publiquement le procureur fiscal et ses neveux, les arbres fruitiers cassés renvoient au même registre d'agression publique. Le motif n'est pas le vol de bois mais bien une destruction qui se veut symbolique. Derrière l'acte de vandalisme, c'est l'individu qui est visé; on détruit dans un jardin, l'espace le plus évocateur d'une propriété et d'une intimité; on brise l'arbre fruitier qui a été soigneusement élevé, dressé et gouverné par la main de l'homme. Enfin, le déshonneur est d'autant plus fort qu'il touche une culture permanente et fortement visible, il s'inscrit donc, aux yeux de tous, dans l'espace et dans le temps.

Au-delà d'une atteinte à un individu, les délits contre les arbres cultivés peuvent aussi affirmer dans le paysage le refus d'un ordonnancement du monde. L'arbre donnant un sens social à l'espace, le toucher intentionnellement revient à vouloir détourner une signification comprise par tous. Ainsi le 15 décembre 1786 le procureur fiscal général du bailliage du duché-pairie d'Enghien²⁶ informe le bailli que dans une allée récemment plantée,

23. Arch. dép. du Val d'Oise, B95/1281, requête du 29 septembre 1785.

24. Domont, Val-d'Oise, arr. Montmorency, chef-lieu de cant.

25. Arch. dép. du Val d'Oise, B95/834, plainte du 14 mai 1727.

26. Montmorency, Val-d'Oise, chef-lieu d'arr.

« deux peupliers coupés à la hauteur de la main, *les troncs demeurés en terre* » ont été trouvés²⁷. Et le cinq septembre 1789, Pierre Joly, l'un des messiers et garde des voiries du prince de Condé, rapporte

« [qu']étant sur la voirie d'Anguien à Luzarches, terroir de Saint-Brice²⁸, il s'est aperçu que l'on a coupé cinq pommiers par le milieu du corps de l'âge de deux ans de greffe et trois autres pommiers du même âge de greffe à qui l'on a retiré l'écorche tout autour de la longueur d'environ deux pouces de cinq autres pommiers aussi du même âge de greffe et que l'on a cassé et arraché les greffes²⁹. »

Il s'agit d'actes symboliques. Non seulement la coupe d'un arbre laissé sur place renvoie à la destruction d'un ordre voulu, au refus de l'affirmation d'une possession mais, mis à terre, l'arbre devient un affront, un déshonneur. En effet l'arbre s'élance vers le ciel, alors qu'à terre, on rampe, on se traîne, on est vaincu ; la noblesse de l'arbre et du fruit tient à son développement aérien. L'honorabilité brisée de la verticalité est soulignée par l'arbre laissé à terre. De la verticalité à l'horizontalité, le geste qui déshonore est le même dans la canne³⁰ ou le chapeau³¹ que l'on fait tomber, et dans l'arbre scié ostensiblement laissé à terre. Dans les trois cas, un symbole de la respectabilité, un marqueur social, est renversé.

Le 5 juillet 1790, le garde-chasse de la terre et seigneurie de Maffliers dépose aux greffes deux rapports témoignant du rôle identitaire assigné aux arbres fruitiers bordant les voiries tant pour les élites que pour la paysannerie :

« Il a vu deux particuliers qui ceuilloient des cerises et montés sur chacun un arbre dépendant de ceux plantés le long de la voirie conduisant de la route de Paris au moulin neuf [...], a représenté à ces deux particuliers qu'ils ne devoient pas se permettre de cueillir et s'emparer des fruits de ses arbres, qu'ils appartoient à mr Chrétien, seigneur ou cy-devant seigneur dud. Maffliers, que c'étoit ses prédécesseurs qui les avoit plantés à quoy led. Dupré [un couvreur habitant le village] lui a répondu que les arbres étant plantés sur les communes de la p[aroi]sse il avoit droit [de les] cueillir. Que le même jour, sur les cinq heures aussy de relevé, passant sur les communes dudit Maffliers, il a rencontré Germain Dupuis dem[eurant] aud. Maffliers [...] (lequel) a pris une échelle qui étoit posé et dressé sur un arbre cerisier, la reposée sur un autre coté des cerisiers et s'est mis en devoir de cueillir des cerises, qu'au même endroit [il] à aussy trouver quatre autres particuliers monter sur des cerisiers et bigarotiers de ladite voiries de Behu qui ceuilloient des cerises et bigarots que les ayant reconnu être de Maffliers [...] le comparant ayant aussy représenté à ces cinq particuliers qu'ils étoient en contravention que les cerises et bigarotiers appartoient aud.

27. Arch. dép. du Val d'Oise, B95/1282, plainte du 15 décembre 1786.

28. Saint-Brice-sous-Forêt, Val-d'Oise, arr. Montmorency, cant. Domont.

29. Arch. dép. du Val d'Oise, B95/1362, Rapport du 5 septembre 1789.

30. FARGE, Arlette, *Vivre dans la rue à Paris au 18^e siècle*, Gallimard/Éditions Julliard, 1979, rééd. 1992, p. 102.

31. MUCHEMBLED, Robert, « Pour une histoire des gestes (15^e-18^e siècle) », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, vol. XXXIV, n° 1, janvier-mars, 1987, p. 92-93.

Sr Cretien que c'étoit ces prédécesseurs qui lui avoient fait plantés et que jusqu'à présent la possession ne lui en avoit pas été retirer, ils lui ont répondu tous ensemble que ces arbres appartenoint à la commune de Maffliers et lesd. habitans dudit lieu ils avoient droit de cueillir les fruits³². »

Ces deux rapports placent l'arbre fruitier planté le long d'une voirie entre deux logiques. Celle du garde-chasse s'appuie sur une tradition, sur une légitimité qui se veut immémoriale – « qu'ils appartenoint à Mr Chrétien seigneur [...] *que c'étoit ses prédécesseurs qui les avoit plantés* » – et qui fait de la voirie plantée une affirmation quotidienne de la seigneurie. Au contraire, les réponses des habitants de Maffliers, dans la lignée du droit révolutionnaire naissant, sanctionnent concrètement la réappropriation villageoise des voiries « publiques ». Loin d'un vol à la sauvette de nuit, sans matériel et du voleur prêt à fuir au bruit des pas d'un éventuel garde, il semble que l'on ait affaire à une mise en scène pour affirmer la prise de possession communautaire. La cueille se déroule en plein jour, un après-midi d'été; on est venu avec des échelles pour cueillir ostensiblement les fruits aux yeux des passants et surtout du représentant d'une ci-devant autorité seigneuriale. Enfin, il n'y a aucune agression verbale ou physique contre le garde, pourtant cette agression traditionnelle était une forme classique de défense contre le messier et de dévouement contre un ordre établi; au contraire, on justifie calmement son attitude par l'appartenance des arbres aux communes de Maffliers et en tant qu'habitants « dudit lieu ils avoient droit de cueillir les fruits ». De l'affirmation d'une possession seigneuriale à celle de la communauté villageoise, l'arbre planté le long des voiries continue à être vécu comme un symbole identitaire par la population locale. Même si pour ces villageois l'enjeu est aussi économique, la mise en scène de la cueille traduit bien une lecture politique du paysage.

Le 19 juin 1787, dans une séance publique de la Société Royale d'Agriculture de Paris, le marquis de Turgot prononce, devant Brienne, Malesherbes, Villedeuil et d'Ormesson, un discours « sur les dégâts que font dans les plantations les habitans des campagnes » :

« [...] Il n'est que trop vrai que, dans beaucoup de provinces, il existe des hommes assez méchans, qui, sans aucun intérêt que celui de faire le mal, détruisent les arbres que l'on plante, de quelque nature qu'ils soient, forestiers ou fruitiers, soit qu'ils forment des avenues, soit qu'ils soient plantés dans les champs, ou sur les revers des fossés qui servent à les enclorre; et que plus les arbres sont d'une espèce rare, et peuvent servir à l'ornement des campagnes, plus leur destruction est certaine et prochaine; les baliveaux, de quelque âge qu'ils soient, sont exposés à la même destruction, et les arbres plantés sur les grandes routes, n'en sont point exempts³³. »

Les infractions campagnardes, réelles mais non exhaustives, condamnées dans ce discours reflètent les préoccupations des élites. Ce n'est pas

32. Arch. dép. du Val d'Oise, B95/1362, Rapport du 5 juillet 1790.

33. *Mémoires d'agriculture, d'économie rurale et domestique*, publiés par la Société Royale d'Agriculture de Paris, année 1787, 3^e trimestre, p. 87-90.

tant le vol de bois, et encore moins celui de fruits qui les préoccupent, mais bien la destruction intentionnelle des arbres. Dans son allocution, le marquis de Turgot insiste surtout sur les arbres marquant un ordre ou une possession : « les arbres qui forment des avenues » si fortement liées à la seigneurie et aux maisons des champs, les arbres clôturant un héritage, les baliveaux que les ordonnances des Eaux et Forêt enjoignent de laisser dans les coupes de bois, les arbres « d'une espèce rare » qu'introduisent dans les campagnes les propriétaires privilégiés et ceux que le pouvoir royal a fait planter le long des grandes routes. Dans la décennie pré-révolutionnaire, l'inquiétude majeure des élites qui transparaît ici semble bien être l'atteinte à un ordonnancement du monde.

•

Poser la question du « regard porté » permet de dépasser l'étape essentielle du « donner à voir » et, pour reprendre une terminologie des *Annales*, d'accéder au grenier, à un univers mental. Or l'étude des perceptions est d'autant plus importante dans l'histoire du paysage que ce dernier n'existe que lorsqu'il croise un regard ; seule cette question permet de lui redonner toute sa saveur, une saveur à la fois affective, technique, politique et symbolique. Cependant, dans sa quotidienneté, le regard porté sur un paysage est avant tout sensible, physique, mais comment l'appréhender ? Il faudrait pouvoir prendre en compte les épines acérées d'une haie, la hauteur d'un mur, l'ombre des arbres voire l'odeur tentatrice des fruits mûrs... Par un bel après-midi ensoleillé de juin 1694, dans la vallée de Montmotrency, un jeune homme a cueilli des cerises puis s'est ensuite baigné dans les eaux fraîches de l'étang d'Enghien revendiquant pleinement une perception sensible du paysage qui ne nous serait jamais parvenu si les cerises n'avaient été volées et si un garde-messier n'avait verbalisé ce jeune homme³⁴. Faute de sources explicites, cette perception sensible du paysage échappe au discours historique, mais il ne faudrait pas en déduire abusivement que seuls les physiocrates disciples de Rousseau ressentent un paysage.

34. Arch. dép. du Val d'Oise, B95/1184, Affaire du 8 juin 1694.

RÉSUMÉ

Cet article pose la question du regard porté par la communauté d'habitants sur un paysage fortement structuré par les arbres fruitiers. Or, à l'époque moderne, ces derniers inscrivent dans le paysage un ordre social, réel ou espéré, compris par tous, du paysan au détenteur d'une seigneurie. Baux, rapports d'expertise, cartes et plans d'Ancien Régime et affaires de justice où l'arbre fruitier est un enjeu, permettent de décliner ces regards portés sur les paysages arborés parisiens : ces perceptions peuvent être affectives ou techniques, politiques et symboliques, mais aussi physiques. Poser la question du regard contemporain permet de dépasser l'étape essentielle du « donner à voir » d'une reconstitution paysagère et d'accéder pleinement à un paysage qui n'existe que lorsqu'il croise un regard.

ABSTRACT

This article looks at the question of the perceptions by a resident community of a landscape shaped by fruit trees and orchards. In the 17th and 18th centuries orchards impose on the landscape a social order, real or imagined, but understood by all, from the peasant to the country squire and lord. Deeds, specialist reports, maps, plans of the Ancien Régime, and legal affairs with references to fruit trees enable the categorisation of these perceptions of the tree covered Parisian landscape – emotional or technical, political and symbolic, but also physical. To analyse this from a contemporary perspective allows us to transcend the first step of the visualisation of a reconstructed landscape and move to a fuller understanding that only exists in the eye of the beholder.

